

Le Courriel d information

n°201 – Vendredi 12 janvier 2001.

ENSEMBLE

Dans ce numéro

En bref...

1- Brèves de Russie. Comme chaque mois voici quelques informations sur la Russie, au menu dette sociale et santé entre autres sujets.
2- Montpellier – Soutien aux militants de Millau. Texte du communiqué du comité de soutien pour favoriser les mobilisations autour des deux procès qui vont avoir lieu à Montpellier, le premier le 8 février, le deuxième les 15 et 16 février.
3- L UNESCO au Forum Social Mondial. L UNESCO va organiser dans le cadre du rendez-vous de Porto Alegre un atelier sur la gouvernance démocratique mondiale.
4- L Amérique latine angoisse sur la mondialisation : du terrorisme militaire au terrorisme du marché. Cet article présente la situation du sous-continent à la quasi veille du Sommet des Amériques qui se déroulera à Québec en Avril.
5- Sauvons Mumia Abu-Jamal. Bien que les thèmes de la plate-forme d ATTAC ne touchent pas au droits de la personne humaine per se, nous avons décidé de publier cet appel à rassemblement samedi. Au moment ou Bush Junior va jurer cracher sur la Bible qu Il sera un bon président, le « boucher du Texas » aura déjà « gouverné » plusieurs centaines d exécutions de personnes, débiles légers, mineurs, minorités ethniques qui ont en général en commun d être pauvres et de ne pas pouvoir se payer un avocat : la machine à tuer américaine n a jamais aussi bien tourné que lors de cette année électorale.
6- Economie sociale et intégration. Présentation de trois jours de débats en Suède à l occasion de la présidence suédoise de l Union européenne.
7 Vous nous avez écrit. Quelques informations ou opinions que vous avez voulues nous faire partager.

Brèves de Russie

1- Code du travail : l'adoption du nouveau Code est reportée au printemps 2001.

Prévu pour la séance plénière de la Douma du 20 décembre, l'examen du nouveau Code du travail a finalement été reporté à la session de printemps. Ce report est un recul effectif du gouvernement face au rejet unanime du projet de la part de tous les syndicats. Lors des auditions organisées le 14 novembre au sein du comité du travail de la Douma, le gouvernement avait déjà mesuré l'ampleur du refus. La quasi majorité des intervenants y avaient dénoncé le projet gouvernemental comme signifiant la fin de toute réglementation des relations de travail : selon le nouveau Code, le travailleur se retrouve seul face au patron dans un rapport " chef – serviteur ". Le seul contrat prévu par le nouveau Code est un contrat individuel indéfiniment renouvelable. Lors des auditions à la Douma une motion a été adoptée exigeant le retrait pur et simple du projet.



La campagne contre le nouveau Code du travail a donné lieu à une mobilisation à travers tout le pays en novembre et en décembre. Le 1er décembre, la Fédération Zachtchita, les syndicats des transports (dockers, contrôleurs aériens, etc) ainsi que la Fédération Sotsprof ont organisé une journée d'action, dans la suite de la journée du 21 mai à laquelle avaient participé 300 000 personnes. En centrant cette journée sur le rejet du projet gouvernemental (et non sur la défense d'un projet alternatif), les organisateurs espéraient élargir la mobilisation. En fait, celle-ci a été nettement plus faible qu'en mai, quelques dizaines de milliers de manifestants, selon les organisateurs eux-mêmes. Ce sont les travailleurs des transports (où les syndicats sont particulièrement actifs) qui ont été le plus actifs.

Par ailleurs, à l'initiative de la FNPR, toute une série d'actions de protestation ont eu lieu à travers le pays (de la Carélie à la Sibérie orientale) en novembre et en décembre, pour converger sur un rassemblement le 20 décembre devant la Douma.

La difficile mobilisation s'explique en premier lieu par la situation socio-économique générale de la Russie (désindustrialisation massive, montée du chômage, non respect des conventions collectives) : durant les dix dernières années, les conditions de travail se sont massivement dégradées, sans qu'à aucun moment les travailleurs aient réussi à modifier le rapport de forces en leur faveur. Le Code du travail existant est systématiquement violé, et les plaintes déposées individuellement ou collectivement, même lorsque leur bien fondé est reconnu, restent sans suite. Dans ces conditions, le Code du travail apparaît comme une abstraction face à l'arbitraire au quotidien du patronat. Cela a aussi largement contribué à rendre difficilement perceptibles à la grande masse des travailleurs les véritables enjeux d'une défense intransigeante du Code du travail existant. Enfin, les syndicats sont allés divisés à la bataille, les différentes fédérations ayant chacune mis en avant un projet alternatif.

L'annonce du report de la discussion du nouveau Code du travail devant la Douma a été saluée par tous les syndicats comme une première victoire. En même temps, précisément en raison de la faible mobilisation, le report laisse la place à toute une série de compromis et de manoeuvres au sommet. Le gouvernement l'a bien compris et annoncé la mise en place d'un comité de conciliation qui a pour mission d'élaborer un projet de compromis à partir du projet gouvernemental et du projet déposé par huit députés proches de la FNPR.

2- Action des conducteurs de trolley à Astrakhan

Fondé en août 2000, le syndicat Zachtchita des conducteurs de trolley d'Astrakhan (140 membres) subit depuis lors une forte pression de la part de la direction (licenciements, heures supplémentaires imposées, etc.). Une grève d'1h1/2 a eu lieu le 24 novembre, paralysant les transports publics de la ville et obligeant le maire (la campagne électorale bat son plein) et la direction de l'entreprise à faire marche arrière.

3- Santé : le ras le bol.

Le secteur santé est un des secteurs qui a subi le plus durement les effets des réformes. Le droit à la santé n'est plus qu'une formule vide de sens pour l'immense majorité de la population. La part des dépenses "santé" dans le budget a baissé régulièrement et ne représentent aujourd'hui plus que 2% du PIB. Toutes les classes d'âge de la population sont touchées. Selon un rapport récent, plus de 85% des enfants d'âge scolaire ont des problèmes de santé plus ou moins graves. Cette dégradation du système de santé se traduit aussi dans les conditions de travail des médecins et des personnels soignants qui, avec les enseignants, touchent des salaires dérisoires : un médecin gagne entre 460 et 1000 roubles par mois (un dollar = 29 roubles), les infirmières et infirmiers entre 250 et 750 roubles, les aides soignantes entre 150 et 250 roubles. De plus, la dette salariale, qui avait légèrement baissé au printemps, a nettement augmenté. Lors d'une conférence de presse à Moscou, le président du syndicat des travailleurs de la santé a déclaré que face à l'inertie totale du gouvernement, les travailleurs de ce secteur étaient prêts à une grève nationale. Rappelons qu'en 1993, une grève qui avait touché 85 % des établissements de soin avait forcé le gouvernement de l'époque à reculer.

4- Nice 2000

Grâce à la solidarité des lecteurs du Messager syndical, deux militants de Russie, Irina Myslaeva (présidente d'ATTAC Russie et militant de l'Ecole de la démocratie du travail) et Konstantin Fedotov (responsable du syndicat des dockers de Saint Petersbourg) ont passé 10 jours à Paris. Ils ont participé au Forum anti-mondialisation libérale à la Villette et aux



rassemblement et manifestation organisés à Nice à l'occasion du sommet de l'Union Européenne. Ce séjour a été riche en rencontres et en contacts.

5- Convoi syndical pour la Tchétchénie

Une aventure incroyable vient de se terminer : un trajet de 10000 km aller-retour en camion pour apporter 22 tonnes de farine aux réfugiés tchétchènes d'Ingouchie, en traversant toute la Russie de Moscou au Caucase. Le pari a été gagné : combiner l'humanitaire et la solidarité syndicale, éviter le détournement du sens de l'action par les autorités russes ou françaises, contrôler l'acheminement de la farine à destination. Il a fallu plusieurs mois de tractations et de ruses, et un mois de route jalonnée certes de mille obstacles mais aussi de rencontres ahurissantes et de moments forts en émotion. Un voyage riche en contacts humains de toutes sortes (avec les syndicalistes, les militants des associations humanitaires locales, les camionneurs, les habitants interloqués par l'arrivée d'une expédition improbable, et même... quelques heureuses surprises du côté des représentants du pouvoir local...). Merci à tous ceux qui se sont investis d'une manière ou d'une autre dans cette initiative lancée par la CGT ONIC, SUD et Secours Ouvriers pour la Bosnie. Pour plus d'informations : aragon@sud.unions.eu.org ou xavier.rousselin@wanadoo.fr

6- Protestations contre le non-paiement des salaires

La dette salariale continue à augmenter. Cette situation suscite dans plusieurs régions de Russie différentes mobilisations. En décembre 2000, près de 90 mineurs (Zachtchita) de la mine de Vorgachorskaïa (région de Vorkouta), ont fait grève au fond de la mine pendant deux semaines. Dans la ville de Kemerovo (Sibérie) et dans celle de Nijni-Novgorod (Volga), les employés du secteur communal (FNPR) ont fait grève quelques jours. Dans la ville de Tomsk (Sibérie), les salariés d'une usine d'appareils de mesure se sont également mis en grève pour protester contre le non-paiement des salaires depuis 7 mois. A l'aéroport de Vnoukovo (Moscou), les ouvriers des secteurs techniques ont entamé un long conflit avec la direction sur le même enjeu. D'autres mouvements ont eu lieu à Arkhangelsk, dans la région extrême orientale, dans celle de Voronej, de Krasnoïarsk et de Sverdlovsk.

Lire le numéro 5-6 dans son intégralité :
http://attac.org/fra/inte/doc/russie5.htm
Ce périodique (mensuel) a été réalisé par des membres du groupe international d'ATTAC qui s'occupent plus particulièrement de l'Europe de l'Est et Centrale. Vous pouvez les contacter directement si vous le souhaitez : groupe-est@attac.org

Montpellier – Soutien aux militants de Millau

Des militants syndicalistes de la Confédération paysanne et associatifs de Millau ont été condamnés le 30 juin 2000, pour avoir symboliquement démonté un Mac Do en construction. Cette action répondait aux mesures de rétorsion américaines visant à imposer l'achat de viandes aux hormones. La condamnation prononcée à Millau passera en appel à Montpellier les 15 et 16 février 2001.

Ce même mois (le 8) un tribunal de Montpellier jugera les militants de la Confédération paysanne qui, aux côtés d'agriculteurs syndicalistes d'Inde, ont rendu inutilisable des semences expérimentales de riz transgénique.

Ces actions ont été organisées pour dénoncer la mondialisation libérale imposée par les institutions internationales : OMC, FMI, Banque mondiale, Commission européenne, qui agissent pour le plus grand profit des sociétés transnationales. Malgré l'évidence des conséquences néfastes de cette politique et la forte opposition des populations, la machine libérale poursuit son oeuvre, s'attaquant aux services publics, à la culture, aux conditions de travail et générant l'émigration contrainte de millions d'individus.

Ensemble nous appelons à faire face à la répression qui frappe les manifestants, les syndicalistes, les « sans droits » qui veulent se faire entendre.

Ensemble défendons une économie solidaire, durable, une alimentation de qualité pour tous, les conditions de travail, les droits sociaux, les services publics, la culture... contre la mondialisation libérale.

A l'appel du comité de soutien des inculpés nous serons présents nombreux à Montpellier les 15 et 16 février 2001.

Membres du comité de soutien : AC !, AITEC, APEIS, ATTAC, CEDETIM, CCCOMC, CDAFAL Loire, CFDT (FGTE, Fédération Banques, Union régionale Auvergne et Sygma), CGT

(confédération, FNAF, FNAB, SFA, Syndicat des correcteurs et Fédération des finances), Chiche !, CNT-AIT, Confédération paysanne, Coordination nationale Contre l élevage Industriel, Coordination rurale, CSF, Droit Au Logement, Droits devant !!, Ecologie universitaire, FASTI, Fédération des Artisans du monde, Ligue des Droits de l Homme, MNCP, MODEF, Mouvement juif révolutionnaire, MRJC, Observatoire de la mondialisation, Nature et progrès, SCALP-Réflex, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, Syndicat de la médecine générale, UFAL, Union syndicale Solidaires ! Groupe des 10 (Union syndicale, SNUI, SUD rail, SUD PTT, SUD santé), UNEF ID.

Si vous souhaitez recevoir des informations diverses sur ces mobilisations, merci de vous inscrire à cette liste électronique soit en cliquant ci après
montpellier2001-request@ras.eu.org?subject=subscribe
soit en envoyant un message vide à
montpellier2001-request@ras.eu.org
avec comme sujet l unique mot : subscribe

L UNESCO au Forum Social Mondial

L'UNESCO organise deux après-midis de débats les 29 et 30 janvier 2001, dans le cadre du FSM de Porto ALegre, sur "la gouvernance démocratique". En effet, l'un des grands défis pour le siècle prochain est d'assurer une gouvernance démocratique, au plan national comme sur la scène internationale, fondée sur des principes librement consentis par les acteurs concernés (étatiques et non-étatiques). Cette " gouvernance démocratique ", dont les contours politiques et institutionnels restent à définir, est aussi la meilleure voie pour renforcer les capacités nationales à mettre en oeuvre des stratégies de développement social, éducatif, culturel et scientifique, face aux conséquences adverses de la mondialisation. Il s'agit là d'une question à la fois pratique et éthique, dont l'issue est cruciale pour un développement socialement plus équitable et écologiquement plus équilibré. L'UNESCO est naturellement appelée à y tenir une place de choix, et les futurs programmes de l'Organisation devront continuer à y accorder l'importance qu'elle requiert. C'est pourquoi, le Programme MOST de l'UNESCO, en collaboration avec l'Unité pour la démocratie, l'UFRGS et la FAPERGS, organise un débat lors du Forum Social Mondial à Porto Alegre (25-30 janvier 2001), autour de questions suivantes: comment renforcer la capacité des démocraties à contrer et gérer la mondialisation au profit de leurs citoyens? Quelles instances de régulation internationales? Quels sont les moyens d'instaurer une gouvernance du système mondial fondée sur des principes démocratiques? Quels rôles pour pour les Nations Unies? Quel rôle pour les acteurs non-étatiques, notamment les ONGs ? Des renseignements détaillés (programme, bionotes sur les participants, résumés des articles, articles, liens) sont disponibles sur le web à partir du 11 janvier: http://www.unesco.org/most/wsfunesco.htm

L'Amérique latine angoisse sur la mondialisation: Du terrorisme militaire au terrorisme du marché

Depuis le premier Sommet des Amériques à Miami en 1994, les États-Unis et le Canada cherchent à accélérer le processus d'intégration continentale : un marché libre et ouvert de l'Arctique jusqu'à la Terre de Feu. " Ce projet, explique Marco Aurelio Garcia, responsable des relations internationales du Parti des travailleurs (PT) du Brésil, consolidera l'emprise des multinationales américaines sur notre continent. "

Avec son secteur industriel développé, le Brésil est une des cibles principales. Des multinationales comme Bombardier, par exemple, voudraient bien mettre la main sur le secteur aéronautique brésilien, notamment la firme Embraer. Le Canada fait donc pression sur le Brésil via l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) où le Brésil vient d'être condamné pour avoir subventionné Embraer. Selon Marco Aurelio Garcia, " c'est totalement injuste et injustifiable, quand on sait que Bombardier, depuis de très nombreuses années, reçoit énormément d'aide du gouvernement canadien. En fait on veut empêcher le Brésil de développer une niche dans ce secteur high-tech. On voudrait qu'on se contente de cultiver le maïs et la canne à sucre ".

Une restructuration aux dépens du Sud

Sous couvert de mondialisation, le processus en cours aboutit dans de nombreux pays latino-américains à une véritable désindustrialisation. Contrairement à une idée répandue dans les médias, les grandes firmes multinationales ne veulent pas seulement délocaliser les industries vers le Sud (pour profiter des bas salaires), mais restructurer l'économie de ces pays pour les mettre au service de celles du Nord.

Ainsi, au Mexique, dans les maquiladoras où sont assemblés des produits destinés au marché



américain ou canadien, ce sont des filiales des multinationales qui opèrent et se trouvent finalement à s'exporter à elles-mêmes. Pendant ce temps, l'industrie mexicaine est laissée à l'abandon, d'où des pertes d'emplois par centaines de milliers. " Mais au-delà des fermetures d'usines, explique Renato Martins, un chercheur travaillant pour la CUT brésilienne, c'est le démantèlement d'une économie indépendante, la fin de l'espoir d'industrialiser et de technologiser le pays. " D'un côté, on licencie des ingénieurs et des travailleurs spécialisés dans l'industrie, et de l'autre, on embauche de jeunes femmes non qualifiées dans les maquiladoras.

La dollarisation au profit de qui ?

Devant ces pressions, plusieurs gouvernements d'Amérique latine ont décidé de capituler et de s'aligner derrière les politiques américaines. Certains pays vont plus loin encore, en abandonnant leurs monnaies nationales au profit du dollar américain. " Les seuls gagnants, à court terme, sont les détenteurs de comptes de banques en dollars ", note Marco Aurelio Garcia. Les perdants, la majorité de la population, sont les travailleurs et les industriels qui n'auront plus accès au crédit à moins qu'ils ne se transforment eux-mêmes en relais des multinationales.

C'est ce qu'un pays comme l'Argentine a vécu ces dernières années sous l'égide du gouvernement extrêmement corrompu de Carlos Menem, un des grands amis de Washington. Ce qui restait d'industrie nationale a été pratiquement démantelé. " Notre économie, raconte Carlos Girotti de la Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA), est devenue un désert où les multinationales se contentent d'acheter à bas prix nos produits agricoles. L'Argentine démocratique qui voulait devenir un pôle de développement pour le continent, retourne là où elle était sous les militaires. Nous avons eu le terrorisme de la dictature militaire, affirme Girotti, nous avons maintenant le terrorisme du marché. "

Mobilisation transfrontalière

Un peu partout sur le continent, des résistances se lèvent contre cette nouvelle colonisation. Ces derniers mois, l'Argentine a été le terrain de très grosses luttes, dont une grève générale qui a pratiquement paralysé le pays en novembre. En avril, à Cochabamba, deuxième ville en importance en Bolivie, une véritable insurrection a bloqué un projet du gouvernement pour privatiser l'eau potable au profit d'une multinationale française. Au Brésil, le Parti des travailleurs a remporté une éclatante victoire aux élections municipales d'octobre, gagnant la majorité dans les principales villes du pays dont la mégapole de São Paulo. " Le vote est plus qu'un rejet des administrations de droite ultra corrompues, selon Marco Aurelio Garcia, mais aussi un non retentissant aux politiques néolibérales imposées nationalement par le président Fernando Henrique Cardoso, un autre grand ami de Washington et de la mondialisation. "

Là où le bât blesse c'est que toutes ces mobilisations se déploient sur des espaces nationaux, " alors que le vrai problème, explique Renato Martins, est continental, voire mondial. Tant que la coordination des résistances et des alternatives ne sera pas plus avancée, nous resterons démunis ".

Parlant intégration économique, il y a en Amérique latine une alternative à la domination américano-canadienne : c'est le MERCOSUR, un projet de mise en place d'un espace économique intégré pour le Brésil, l'Argentine et plusieurs autres pays du continent. Mais ce projet stagne et végète depuis plusieurs années, note Marco Aurelio Garcia : " Nos gouvernements font de belles déclarations sur le MERCOSUR, et pendant ce temps, ils négocient en catimini avec les États-Unis. C'est à qui sera le meilleur ami de Washington! "

C'est dans ce contexte que les mouvements populaires du continent voient avec appréhension le projet de création de la ZLÉA qui doit aboutir à Québec en avril prochain. Ce serait le coup de mort du MERCOSUR, affirme Renato Martins, ainsi que de toute tentative pour échapper à l'emprise américaine.

Pierre Beaudet, chercheur et directeur d'Alternatives.
pbeaudet@alternatives.ca
http://alternatives.ca/ Réseau d'action et de communication pour le développement international

Sauvons Mumia Abu-Jamal

SAMEDI 20 JANVIER nouvelle journée internationale de mobilisation

RASSEMBLEMENT A PARIS PLACE DE LA CONCORDE à 15 heures face au Consulat des Etats-Unis (angle rue de Rivoli / place de La Concorde)



Mumia Abu-Jamal est un journaliste noir américain, défenseur des. minorités et des opprimés, dénonciateur inlassable du racisme institutionnel. Accusé et jugé responsable du meurtre d'un policier, il a été condamné à mort en 1982 à l'issue d'un procès dont la régularité et l'équité sont mondialement contestées. Depuis 19 ans les preuves de son innocence n'ont cessé de s'accumuler. Pour autant, à deux reprises, en 1995 et en 1999, il aura fallu une grande mobilisation internationale pour empêcher in extremis son assassinat « légal ». Aujourd'hui, sa vie est entre les mains d'un juge qui doit décider d'entendre ou non les témoins à charge qui ont reconnu avoir été subornés lors du procès. Avec plusieurs millions de personnes dans le monde, avec la Commission des droits de l'homme de l'ONU, avec Amnesty International, avec le Parlement Européen, avec les autorités institutionnelles françaises, avec des parlementaires de toutes tendances, de nombreux élus locaux et des villes qui ont fait de Mumia leur citoyen d'honneur, nous exigeons vie sauve, justice et liberté pour cet homme. Cette mobilisation inquiète les autorités politiques et judiciaires américaines. Mais pas encore au point qu'elles renoncent à la peine capitale comme l'ont fait tous les grands pays démocratiques et qu'elles accèdent enfin à la demande de révision du simulacre de procès dont a été victime Mumia.

Ce 20 janvier est le jour de la passation de pouvoir entre Clinton et Bush. Le champion du monde des exécutions, selon l'expression du journal International Herald Tribune, devient Président des Etats-Unis. A son actif, près de 150 ordonnances de mort en tant que gouverneur du Texas ! On ne peut donc qu'être inquiet de son accession à la plus haute responsabilité d'Etat. D'autant qu'il vient de déclarer qu'il n'avait aucunement l'intention d'abolir la peine de mort, ni d'instituer un moratoire, précisant même qu'il avait acquis la certitude que c'est le meilleur moyen de combattre la violence. Objection, Monsieur le futur président, les statistiques officielles américaines attestent du contraire. Plus « on » condamne, plus « on » exécute, souvent sur simple dénonciation et sans la moindre preuve avérée, et plus la violence se développe et se radicalise. Comment expliquer autrement le record absolu que constituent les deux millions d'américains incarcérés et les 3.700 condamnés qui attendent dans le couloir de la mort et parmi lesquels se trouvent des mineurs et des handicapés. Comment expliquer que les pauvres et les minorités ethniques représentent la majorité des condamnés en faisant l'impasse sur le racisme et la discrimination du système politico-judiciaire.

Ce 20 janvier, nous voulons dire haut et fort qu'il faut en finir avec la barbarie que constituent les exécutions partout dans le monde et aux USA en particulier (plus de 600 en 25 ans), qu'il faut abolir la peine de mort, qu'il faut reconnaître la présomption d'innocence à Mumia Abu-Jamal en le libérant dans l'attente du nouveau procès qu'il réclame depuis 19 ans. En France, outre le rassemblement parisien, des initiatives auront également lieu dans de nombreuses villes. Le même jour, une grande manifestation sera organisée à Washington.

Pour tout contact: Collectif Unitaire National de Soutien à Mumia Abu-Jamal TEL 01 53 38 99 99 - FAX 0140 40 90 98 Rendez? vous chaque mercredi de 18 à 20 heure face au Consulat des Etats-Unis ? métro Concorde / angle rue de Rivoli

Economie sociale et intégration

Une conférence sur l'économie sociale et ses possibilités de contribuer à l'intégration et au grand public dans la vie sociale et professionnelle. La notion de "empowerment" i.e. l'autorité, l'assurance et le renouvellement démocratique, courra comme un fil rouge tout le long la conférence. La conférence abordera ce sujet sous des perspectives différentes : régionales, nationales et européennes L'Inauguration officielle aura lieu à Göteborg le jeudi 1er février 2001 à 13.00 heures tandis que la conférence aura un faux départ mercredi, la veille, avec un programme spécial sur la banlieue. La conférence se poursuivra ensuite le vendredi 2 février dans trois villes de la région du Götaland-Ouest. Vous pourrez choisir entre Skövde, Uddevalla et Borås. A chaque endroit, le thème de la conférence sera traité d'un point de vue différent. Les quatre journées se termineront à Göteborg par des colloques et des tables rondes. Outre les séminaires et les conférences, vous êtes invité à participer à des événements culturels, à des festivités et à de bons repas. Bienvenue !
Chef Conférencier: Ulla Bergslindh
Les conférences seront interprétées en suédois, anglais et français. Le conférencier ou le contenu des sujets pourrait changer, veuillez consulter www.folkuniversitetet.se/goteborg pour des renseignements actuels.
MERCREDI 31 JANVIER - INTÉGRATION DANS LA BANLIEUE

JEUDI 1er FÉVRIER - ÉCONOMIE SOCIALE ET INTÉGRATION
VENDREDI 2 FÉVRIER - DÉMOCRATIE ET INFLUENCES USITÉES À TRAVERS L'ÉCONOMIE SOCIALE

Vous nous avez écrit

1- Avez vous lu le Courrier de l'Unesco" de janvier 2001 ? son titre : "De la faim aux OGM - Les paysans ripostent " ! tout y est,: la mondialisation, l'agriculture intensive, les pesticides, l'OMC, les OGM, les multinationales etc...avec un plaidoyer pour une agriculture familliale durable. bengladesh, afrique, bretagne, Brésil, la "révolution verte"... version informatique : www.unesco.org/courrier (G.M.)

2- 4 militants de droits de l'homme(membre de la section de l'association marocaine de droits humains à bouizakarne) seront jujés le22/01/2001.les accusés sont arretes par la police de tiznit(ville au sud du Maroc)d'une façon illegal lors de leurs participation à une marche de soutien du peuple palestinien. les 4 accuses sont: ounghir bobaker (TAMAYNUT+AMDH+AMNESTY) khalid alabdallaoui (AMDH+AMNESTY) badou abdoullah (TAMAYNUT+AMDH) said boujnah (AMDH)
AMDH section de BOUIZAKARNE
(A.B.)

3- Pour m'occuper au milieu des bouchons, dans la voiture, je délire un peu. Et ce soir m'est apparu que NOUS SOMMES TOUS COMPLETEMENT A COTE DE LA PLAQUE!!!! Nous en sommes encore à parler de qualité de soins, de maîtrise médicalisée, d'avancée de la profession. Mais là n'est pas le problème. Et nous allons, avec les autres professions de santé, DROIT DANS LE MUR. Rien ne compte, ni les malades, ni même l'économie en réalité et surtout pas nous. Oh, je suis sûre que le 25*, à Grenelle, Me Guigou a la véritable volonté de rétablir le dialogue entre nous et la CNAM. Evidemment que CI apportera un dossier "béton". Et même, sans doute que le PSI ne passera pas en l'état, vu le tollé qu'il a soulevé. On dira simplement que nous ne sommes pas prêts. Et puis les élections se rapprochent. Mais tout ça n'impotre pas, ne compte pas. Ce n'est qu'un épisode dans la marche inexorable de nos gouvernants vers la destruction de l'Assurance Maladie sous sa forme actuelle!!! Le but ultime est de démanteler la Sécurité sociale. D'en faire un organisme pour les plus démunis (CMU, RMI) type Médicare aux Etats-Unis et de rendre payants aux autre tous types de soins. C'est la démarche libérale de vente des soins, d'assurances privées. Et qui croyez-vous qui a le pouvoir, Jospin ou l'OMC, la Bourse et le patron d'AXA? Le reste n'est que discours, enrobage. Le 25 n'est que de la poudre aux yeux pour nous faire avaler la pilule en douceur. Ca prendra le temps que ça prendra. L'enrobage sera de plus en plus beau, mais vous verrez que ça arrivera!!!!! Continuons de résister pour la forme, mais sachons à quoi nous nous attaquons. Myriam 92
NB : * Le 25 : Le 25/01/2001, Mme Guigou doit recevoir les représentants des professions de santé et la direction de la CNAMTS pour tenter de rétablir lle dialogue au ministère du travail rue de Grenelle. (M.P.)

5- Vers une Europe démocratique ?...rêvons. Tout se passe parfaitement bien au Sommet Européen de Nice...ou plutôt au Contre-Sommet, du 6 au 8 décembre 2000. Les divers forums et meetings organisés par le Collectif pour un Contre-Sommet Européen, dont le mot d'ordre est " Pour une Europe sociale et solidaire ", ainsi que par d'autres organisations, ont pu se dérouler dans les meilleures conditions, grâce à l'aide de la municipalité niçoise et du Préfet des Alpes Maritimes. En effet, ces deux administrations ont fait le maximum pour attribuer les salles demandées par le Collectif pour loger les participants au Contre-Sommet, pour organiser un concert le 6 au soir, et surtout pour accueillir les débats et discussions parallèles au Sommet, car leurs représentants et bien sûr nos gouvernants ont bien compris que c'était là une chance à ne pas manquer, de pouvoir débattre au niveau de la base, de sujets qui concernent non seulement l'Europe mais aussi le (notre) monde dans son processus de globalisation en marche (remarquons d'ailleurs que le Préfet, qui ne l'oublions pas représente l'Etat français, avait de toutes façons le pouvoir d'attribuer ces salles, au cas où, chose hautement improbable, le maire de Nice Jacques Peyrat ne serait pas très coopératif). Ce Contre-Sommet ne vise en effet non pas à détruire la construction européenne, mais de réfléchir à notre avenir immédiat et lointain, d'alerter les gouvernants sur les dérives antisociales, les retours en arrière graves qui se profilent, et de faire pression pour que l'Europe de nos enfants ne soit pas à l'image des Etats Unis d'Amérique. Nos gouvernants ont compris que les forces de progrès (dont ils faisaient partie avant d'être aux commandes de l'Etat) seront à Nice, dans la rue et dans les forums, qu'elles ne sont pas composées, dans leur immense majorité, d'irresponsables violents, et que cette expression de la rue pourra les servir pour faire passer avec plus d'efficacité leur politique



résolument de gauche au sein de l'Europe. Nous vivons donc des moments historiques, des moments de REELLE DEMOCRATIE, car en même temps, à Nice, des gouvernants font avancer l'Europe, avec leurs contraintes de gouvernants, pendant que les forces vives, libres d'imaginer, de proposer, d'alerter, d'échanger et donc de construire pour plus de justice, travaillent elles aussi... Que se passe-t-il ? Les yeux me brulent! Quel vacarmes, des cris, des hommes en noir, casqués, qui se ruent sur des manifestants de tous âges qui voulaient encercler pacifiquement le Palais des Congrès de Nice ce jeudi 7 décembre, des canons à eau, des journalistes empêchés de filmer des scènes compromettantes...je m'étais assoupi un instant...la fatigue sans doute... (G.F.)

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

Vendredi : BE : BRUXELLES – ES : MADRID – FR : TARBES

Samedi : ES : MADRID – FR: SOISSONS – PARIS 11 – LYON

Dimanche: PARIS 11

Lundi : VIERZON – LA ROCHELLE – SAINTES – VILLEJUIF – GRENOBLE – MONTPELLIER – UNIVERSITE PX NANTERRE

Mardi : BE : LIEGE – FR : IVRY SUR SEINE – PARIS 14 – SOMMIERES – PARIS 11